

# **Cyclone Nargis : Qu'avons-nous vu ?**

Rony Brauman

2009

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

# Cyclone Nargis : Qu'avons-nous vu ?

Rony Brauman

Alors que la Birmanie venait d'être frappée par un cyclone d'une violence exceptionnelle le 2 mai 2008, la junte militaire au pouvoir, claquemurée dans sa toute nouvelle capitale isolée du reste du pays, refusa dans un premier temps d'ouvrir le pays aux secours internationaux, puis ne les laissa passer qu'au compte-gouttes et tardivement. Les images de la catastrophe ne se firent cependant pas attendre, provenant pour l'essentiel de vidéastes amateurs et de la télévision d'Etat, les journalistes étrangers ayant été refoulés par les autorités. En dépit d'une couverture médiatique réduite, il ne faisait aucun doute que les vents atteignant 240 km/h et la vague de 4 à 6 mètres de haut remontant le delta du fleuve Irrawadi avaient causé, dans cette région agricole densément peuplée, d'immenses dégâts humains et matériels. Le blocage de l'aide étrangère par les autorités souleva une réprobation d'autant plus forte que celles-ci ne réagissaient pas.

Relevons dans un premier temps, pour aller au-delà d'une indignation justifiée face à l'inertie scandaleuse de la dictature birmane, que l'offre publique de secours internationaux d'urgence, la diplomatie des catastrophes si l'on veut, s'inscrit toujours dans la dynamique des relations inter-étatiques existantes. Selon les cas, une proposition de secours sera perçue comme hostile ou amicale, ou encore comme l'officialisation d'un nouveau cours de relations politiques.

Ainsi le gouvernement français proposa-t-il aux autorités iraniennes, lors du séisme qui frappa ce pays en juin 1990, de dépêcher des équipes spécialisées alors que les deux pays avaient interrompu leurs relations diplomatiques. L'aide d'urgence venait ici rendre publique en l'exposant au grand jour la reprise, tenue jusqu'alors secrète, de discussions entre Paris et Téhéran. Plus récemment, l'assistance offerte par le président du Venezuela, Hugo Chavez, aux habitants de la Nouvelle-Orléans, victimes de l'ouragan Katrina en 2005 relevait de la même logique, mais inversée. Cette proposition fut perçue par les autorités américaines comme une critique ouverte de leurs insuffisances au demeurant bien réelles, un acte d'hostilité à l'encontre de l'administration Bush, ce qui était en effet le cas. Entre ces deux situations particulièrement polarisées existent plus fréquemment des positions intermédiaires. Quelques jours après le tsunami de 2005, Condoleezza Rice, lors d'une audition au Sénat américain précédant sa nomination comme Secrétaire d'Etat, déclara que « le tsunami a été une merveilleuse occasion de montrer, au-delà du gouvernement des Etats-Unis, le cœur du peuple américain. », ajoutant : « Et je pense que les dividendes en ont été importants pour nous. » Sans doute plus maladroite que cynique, comme cela lui fut reproché par des membres du Sénat, cette déclaration reflétait avant tout une réalité politique solidement établie, celle qui fait des catastrophes naturelles, à l'instar des manifestations sportives, autant d'occasions propices à l'envoi de messages politiques. La réaction birmane suite au cyclone Nargis ne dérogea pas à cette règle, réservant aux voisins et alliés chinois et thaïlandais - ainsi qu'au Etats-Unis, puissance oblige - une quasi-exclusivité dans l'acheminement des secours.

Les gouvernements français et britannique décidèrent, de leur côté, d'envoyer des bâtiments militaires chargés de vivres croiser au large des côtes birmanes quelques jours après le désastre<sup>1</sup>. L'ampleur exceptionnelle de celui-ci commençait à apparaître, de même que, par contraste, l'immobilité des autorités locales et l'impuissance de l'ONU. La menace d'une intervention militaire était brandie, renforcée par la présence de la marine américaine dans la région. L'un des stratèges néoconservateurs les plus éminents, Robert Kaplan, en dessinait les contours dès le 14

---

1 Bernard Kouchner et David Milliband, Tragédies birmanes, Le Monde, 8 mai 2008.

mai<sup>2</sup> tandis que Bernard Kouchner rappelait que “le Conseil de sécurité peut décider d’intervenir pour forcer le passage de l’assistance humanitaire, comme il l’a fait dans un passé récent<sup>3</sup>.” Un débat public s’est alors engagé sur l’opportunité d’accuser la junte birmane de crimes contre l’humanité du fait des conséquences effroyables du blocage de l’aide et de forcer le passage au nom de la “Responsabilité de protéger”<sup>4</sup>. Il est probable que ces déclarations relevaient plus de la gesticulation que de la préparation d’une invasion militaire tant il est difficile d’imaginer un corps expéditionnaire pénétrer de force le territoire birman. Ces navires n’avaient donc pas d’autre fonction que de mettre en scène la sollicitude de leurs capitales respectives pour les victimes birmanes.

Une objection à cette critique surgit immédiatement : les dizaines de milliers de personnes menacées dans leur existence par des épidémies meurtrières provoquées par les cadavres ne justifiaient-elles pas une tentative de sauvetage, quelles que soient les stratégies de communication de Paris, Londres et Washington ? Beaucoup le pensaient, dans les chancelleries comme dans les opinions publiques, dans les médias comme dans les ONG. Certaines d’entre elles ont même avancé des chiffres écrasants, jusqu’à un million et demi de personnes en danger de mort du fait de la conjugaison de la disette et des infections<sup>5</sup>. Un danger d’une telle ampleur, disait-on en substance, justifiait d’imposer l’aide par tous les moyens au nom de la “morale de l’extrême urgence”. Mais c’est la réalité de ce risque de mort qui est contestable.

Rappelons que la même prévision catastrophiste avait été faite par de nombreuses autorités (OMS, Ocha, diverses ONG) à la suite du tsunami d’Asie du Sud-est trois ans auparavant et dans bien d’autres circonstances analogues. Il s’agit en fait d’alarmes infondées, reposant sur la croyance erronée dans le pouvoir infestant des corps en décomposition : les épidémies provoquent des cadavres, certes, mais les cadavres ne provoquent pas d’épidémies. Ce n’est pas le lieu de développer l’argumentation scientifique et empirique à l’appui de cette affirmation<sup>6</sup>. Je me contenterai d’indiquer que contrairement à ce qui est sans cesse asséné comme une évidence, il n’y a jamais eu de seconde vague de mortalité consécutive à une catastrophe naturelle.

Passons sur les angoisses inutiles, les pertes de temps et le gaspillage de moyens qu’entraîne cette doxa à chaque épisode de catastrophe, pour nous centrer sur les représentations télévisées et le discours médiatique. Peu d’images étaient disponibles, pour les raisons dites plus haut, mais les séquences qui tournaient en boucle sur nos écrans méritent d’être rappelées. La plupart d’entre elles montraient des distributions de colis et de biens divers, effectuées par des particuliers, par la Croix-Rouge, des moines et aussi des militaires. Les destructions y étaient omniprésentes et brièvement, apparaissaient dans le champ un ou deux cadavres. Qu’il s’agisse évidemment d’une réalité fragmentaire, qu’il s’agisse sans aucun doute pour certaines, de propagande gouvernementale, peu importe à ce stade. Les images que voyaient les téléspectateurs et internautes montraient des scènes d’entraide mais ce n’est pas cela qui était retenu, bien au contraire. Les séquences étaient en effet introduites par des propos alarmants et insistants sur l’absence totale d’assistance et sur l’abondance de corps en décomposition décrits comme autant de bombes bactériologiques sur le point de répandre leurs effluves mortels. Elles étaient commentées de la même manière, en nette dissonance avec ce qui était vu mais, j’ai eu

2 Robert Kaplan, “Aid at the point of a gun”, *New York Times*, 14 mai 2008.

3 Bernard Kouchner, “Birmanie : morale de l’extrême urgence”, *Le Monde*, 19 mai 2008.

4 Voir notamment Gareth Evans, “Facing up to our responsibilities”, *The Guardian*, 12 mai 2008.

5 Communiqué de presse d’Oxfam, 11 mai 2008 : “Un million et de personnes en danger si l’aide ne parvient pas aux victimes du cyclone.”

6 Voir notamment Claude de Ville de Goyet, « Stop propagating disasters myths », *The Lancet*, vol.356, August 26, 2000.

l'occasion de le constater lors d'interviews que j'ai donnés à cette occasion, cette contradiction n'était pas perçue par les journalistes. Affirmer qu'aucun fléau mortel ne pesait sur la population sinistrée, ce qui n'est pas nier la détresse des survivants, semblait inaudible. Dire que le risque épidémique était quasi-inexistant, constat de praticien, relevait de la polémique déplacée. Régis Debray affirme que les Modernes ont tort de se définir comme ceux qui ne croient que ce qu'ils voient. En réalité, écrit-il, comme leurs prédécesseurs, ils ne voient que ce qu'ils croient. Il sera difficile de trouver des circonstances où cette idée s'applique avec plus de justesse.